

Une phrase, souvent rabachée, pour faire dire à Marx le contraire de ce qu'il dit réellement.
(Franck Marsal, section des Rives de Dordogne, Fédération de la Gironde)

Cette phrase est la suivante : « *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel* ». (K. Marx, l'Idéologie Allemande).

Par exemple, l'interprétation d'un camarade est que, pour le PCF, « *son rôle aujourd'hui, dans l'état actuel devrait donc être de repérer, encourager et organiser tout 'mouvement réel' qui vise effectivement à abolir les fondements de cet état de choses.* » Cette reformulation change le sens de la phrase de Marx : On est passé de « abolir » à « vise à abolir » ; on est passé de « le mouvement » à « tout mouvement » ainsi que de « abolir l'état actuel » à « abolir les fondements de cet état ».

Ce raisonnement n'est pas nouveau. Lors du 39ème congrès, cette phrase était également utilisée et reformulée dans le texte alternatif « Urgence de communisme » : « *Car si le communisme est bien « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses », il nous faut articuler notre alternative au capitalisme aux combats pour des ruptures concrètes avec les logiques actuelles et des améliorations immédiates des conditions de vie et de travail des classes populaires.* »

C'est la même transformation : de l'abolition de l'état actuel des choses, c'est à dire, nous le verrons, de l'abolition du capitalisme, on passe à une perspective floue de « *ruptures concrètes avec les logiques actuelles et d'améliorations immédiates des conditions de vie* ». De telles ruptures ne sont en rien incompatibles avec la perpétuation du capitalisme et du pouvoir de la classe dominante. Elles n'abolissent pas l'état réel des rapports sociaux mais seulement leur apparence.

Cette phrase fut aussi reprise dans le compte rendu par l'Humanité de l'ouvrage de Bernard Vasseur, « Pour un communisme du 21ème siècle » : « *Bernard Vasseur rappelle que chez Marx le communisme n'est pas un paradis à gagner, mais « le mouvement réel qui met fin à l'état de choses actuel ». Loin de l'étapisme prôné par les partis communistes du siècle dernier, le communisme est un mouvement continu, composé de plusieurs « déjà-là » (Bernard Friot). Il est une construction de chaque instant, et cette construction a déjà commencé depuis un moment, il faut savoir la lire. Et l'accompagner pour l'amplifier et la généraliser.* »

Là encore, la révolution, la prise du pouvoir pour renverser l'ordre existant ont disparu de la perspective, pour céder la place à un mouvement continu au sein du capitalisme, dans lequel le communisme serait « déjà-là ». Ces conceptions ramènent le communisme à l'accompagnement du mouvement spontané, mais repoussent « l'abolition réelle » à un futur inaccessible et réduise le rôle du parti à un rôle d'« accompagnement ».

Que dit réellement Marx : « l'examen de conscience philosophique »

Cette phrase est extraite de « L'idéologie allemande », un manuscrit écrit en 1845 par Marx et Engels mais qui ne fut publié que bien plus tard. Marx en dit « *Quand au printemps de 1845, Engels vint lui aussi s'établir à Bruxelles, nous résolûmes de développer nos idées en commun, en les opposant à l'idéologie de la philosophie allemande. Dans le fond, nous voulions faire notre examen de conscience philosophique.* » L'ouvrage ne sera pas imprimé. Marx écrit : « *Nous avons atteint notre but principal : la bonne intelligence de nous mêmes. De bonne grâce, nous abandonnâmes le manuscrit à la critique rongeuse des souris.* » Revenons donc à ce texte fondateur : Quel est ce « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » dont parlent Marx et Engels ?

1) Pour Marx, « **abolir l'état actuel des choses** » **passé par une révolution** : « (...) *pour les matérialistes pratiques, c'est-à-dire pour les communistes, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état des choses donné* ». (p 1076, Ed. la

Pléiade). Et : « (...) ces millions de prolétaires ou de communistes en pensent tout autrement, et ils le prouveront quand leur temps sera venu, quand ils rétabliront, de manière pratique, par une révolution, l'harmonie entre leur « existence » et leur « essence ». »

2) **Etre communiste** n'est donc pas une qualité personnelle, « un prédicat de l'homme », mais **consiste à s'organiser collectivement pour réaliser cette révolution, à s'organiser en un parti révolutionnaire**. Critiquant Feuerbach, Marx explique : « Feuerbach s'abuse quand il se déclare communiste au moyen de la qualification de 'Gemeinmensch', 'homme social', nom qu'il transforme en un prédicat de 'l'homme'. Il se croit ainsi autorisé à transformer, à son tour, en une simple catégorie ce terme de communiste qui désigne, dans le monde d'aujourd'hui, l'adhérent d'un parti révolutionnaire bien déterminé ». (p 1075, Ed. la Pléiade)

3) **Cette révolution n'est pas un mouvement continu mais un renversement, celui de la classe dominante** : « Par conséquent, la révolution est nécessaire non seulement parce qu'il n'est pas d'autre moyen pour renverser la classe dominante, mais encore parce que c'est seulement dans une révolution que la classe du renversement réussira à se débarrasser de toute l'ancienne fange et à devenir capable de donner à la société de nouveaux fondements. ». (p 1123 Ed. la Pléiade).

4) **Cette révolution nécessite d'abord la prise du pouvoir politique** : « il s'ensuit en outre que toute classe qui aspire à la domination - même si cette domination a pour condition, comme c'est le cas pour le prolétariat, l'abolition de toute l'ancienne forme de la société et de la domination en général - doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès de début. » (p 1064, Ed la Pléiade)

Il est clair donc, que pour Marx et Engels, dès ce texte de l'Idéologie Allemande, lorsqu'il parle du « communisme comme **le** mouvement réel qui abolit l'ordre existant », parle du communisme comme parti, mouvement structuré qui prépare et organise consciemment la révolution qui réalisera cette abolition, par le renversement de la classe dominante, renversement qui doit nécessairement commencer par la prise du pouvoir politique par la classe révolutionnaire.

Communisme et socialisme :

Marx et Engels, suivis par les autres penseurs et acteurs du mouvement communiste mondial, développeront donc ces conceptions au fur et à mesure du développement réel, concret, révolutionnaire du prolétariat et des conditions pratiques de la révolution. Durant la vie de Marx, deux temps forts vont se succéder, particulièrement important : la révolution de 1848 et la Commune de Paris.

La révolution de 1848 apporte pour Marx une éclatante confirmation de sa théorie. Le prolétariat devient pour la première fois un acteur politique autonome, même s'il n'a pas encore accumulé la force politique nécessaire pour vaincre. Le 2 mars 1852, il écrit à J. Weydemeyer et clarifie :

« Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :

1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;
2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;
3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes »

L'expression de « dictature du prolétariat », selon Marx, est ici la traduction de ce qui était écrit précédemment, à savoir que la classe révolutionnaire doit se saisir du pouvoir politique afin de présenter son intérêt de classe comme l'intérêt commun. L'important est que Marx formule l'idée que cette prise du pouvoir n'abolit pas encore toutes les classes, ne réalise pas encore la société sans

classe. Il y a deux phases : la prise du pouvoir politique amorce une longue transition nécessaire à l'abolition des classes et l'établissement de la société communiste développée.

La deuxième grande révolution de l'époque de Marx, c'est la Commune de Paris de 1871. Après le soulèvement du 18 mars, le Comité Central de la Garde Nationale se saisit du pouvoir politique et s'installe à l'Hôtel de Ville de Paris. Il convoque des élections pour constituer le Conseil de la Commune, auquel il cèdera le pouvoir tout en en restant le garant. Pour Marx, la Commune de Paris est « *la forme politique enfin trouvée de la dictature du prolétariat* » (K. Marx, La guerre civile en France). En 1875, dans un document célèbre, appelé « Critique du programme de Gotha », Marx développe ce principe de deux phases vers le communisme :

« Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (K Marx, Critique du programme de Gotha).

Au vingtième siècle, alors que s'amorce une nouvelle révolution prolétarienne en Russie, Lénine donnera à ces deux phases le nom de « socialisme », pour la phase première, celle de la prise du pouvoir et de la transition, et de « communisme » pour la phase supérieure. Cela clarifie le fait que la prise du pouvoir n'achève pas la création de la société communiste, mais plutôt la commence. Ces dénominations ont été adoptées par l'ensemble du mouvement communiste international.

A l'épreuve des faits :

« Il dépend aussi de ses conditions de vie, léguées par les générations successives, que la secousse révolutionnaire qui se reproduit assez régulièrement dans l'histoire, soit ou ne soit pas assez puissante pour renverser les fondements de tout l'ordre existant; et si ces éléments matériels d'un bouleversement total, à savoir, d'une part, les forces productives disponibles et, d'autre part, la formation d'une masse révolutionnaire qui se révolte non seulement contre certaines conditions de la société passée, mais aussi contre l'ancienne « production de la vie » elle-même et contre sa base, l'activité totale - si ces éléments sont absents, il est tout à fait indifférent pour le développement pratique que l'idée ait été formulée cent fois : l'histoire du communisme est là pour le démontrer. » (Ed. la Pléiade, p 1072) .

Les mouvements communistes et révolutionnaires du 20ème siècle n'ont pas établi la société communiste, la société sans classe ni mené au renversement révolutionnaire du capitalisme dans une majorité de pays, seulement dans une poignée d'entre eux, encerclés et soumis aux pires tentatives de destabilisation. La révolution n'a même encore jamais été victorieuse dans un des grands pays industrialisés dominants. Cependant, le mouvement communiste peut revendiquer d'avoir « aboli le réel » et d'avoir confirmé les thèses de Marx :

1) La révolution d'octobre 1917 a mis fin à la 1ère guerre mondiale, guerre impérialiste industrielle, en retirant la Russie du conflit, puis en initiant la vague de révolutions ouvrières et de mutineries qui imposent la paix, en « abolissant » les empires allemand et austro-hongrois.

2) La Russie Soviétique, pour la première fois dans le monde, a donné à chacun et chacune un statut égal de citoyenneté, quel que soit son sexe, sa religion, sa nationalité, son origine ethnique, sa langue maternelle ... L'utilisation des langues minoritaire fut non seulement autorisée mais développée. L'héritage féodal tsariste a été ainsi largement « aboli ».

3) La constitution de la 3ème internationale en 1917 a résolu la crise de la social-démocratie. Partout, et pour la première fois dans la plupart des pays colonisés, de grands partis révolutionnaires furent constitués. Partout la lutte contre le réformisme, l'opportunisme, le chauvinisme, pour la participation de tous et toutes au combat d'émancipation des travailleurs ont été entreprises.

4) Le mouvement communiste a vaincu la terrible vague réactionnaire fasciste et nazie. L'organisation des communistes y a fait la preuve de leur héroïque efficacité. Au prix de terribles sacrifices, l'armée et la société soviétique, aidées par des mouvements de résistance dans lesquels les communistes jouèrent souvent un grand rôle, ont libéré la plus grande partie de l'Europe du nazisme. Les communistes chinois ont libéré leur pays du militarisme fasciste japonais.

5) L'Union Soviétique, la République populaire de Chine et l'ensemble des partis communistes ont joué un rôle décisif dans la liquidation des deux empires coloniaux restants, l'empire français et l'empire britannique et l'émancipation nationale des colonies après guerre.

6) Dans les pays capitalistes développés, comme en France, les communistes ont joué un rôle essentiel par une modernisation sans précédent des forces productives et des rapports sociaux.

La secousse n'a pas aboli le capitalisme dans son ensemble. Il est même resté dominant. Mais elle a transformé radicalement les rapports mondiaux et créé des conditions nouvelles pour l'émancipation des peuples et des travailleurs. Aucun autre mouvement, réformistes, opportunistes, sectaires ou gauchistes ne peut avancer un tel bilan.

L'actualité du combat communiste au 21ème siècle

Reconnaître ce qui a été réalisé ne doit pas nous empêcher de regarder avec discernement la profonde crise qui traverse le mouvement communiste mondial depuis de nombreuses décennies. Depuis plus de 50 ans, pour l'essentiel, on a tenté de résoudre cette crise en abandonnant un après l'autre, les principes du marxisme et les enseignements de l'histoire. Loin de résoudre la crise, chaque abandon l'a renforcée, a affaibli le courant communiste au profit du réformisme, de la réaction capitaliste, jusqu'à la résurgence du fascisme. Cela engendra un cercle vicieux : plus le parti s'affaiblissait, plus on abandonnait les principes ! Plus on abandonnait les principes, plus le parti s'affaiblissait. Ainsi, on abandonna successivement le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti, la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, la perspective du socialisme, jusqu'à à transformer le propos révolutionnaire et matérialiste de Marx en son contraire idéaliste. Dans certains pays comme l'Italie, la succession des renoncements mena à la disparition pure et simple du Parti Communiste, de la presse communiste et de pans entiers du tissu militant.

Le Parti Communiste Français n'a pas été détruit. Il a refusé son changement de nom et a entrepris au 38ème congrès de mettre fin à son effacement derrière les partis réformistes. Mais, entraîné très loin de ses bases historiques, il n'a cessé de s'affaiblir. Cherchant à « accompagner le mouvement », il a subi les différentes phases du Mitterrandisme : réformiste dans les années 60 et 70, libéral à partir de 1984, puis populiste avec Jean-Luc Mélenchon. Au fil de ces années, l'ensemble des conquêtes de la Libération ont été détruits ou vidés de leur contenu et le fascisme se prépare aujourd'hui à prendre le pouvoir dans notre pays. Au lieu d'accompagner un mouvement vers le communisme (qui ne peut être que conscient et porté par un parti déterminé, comme l'explique Marx), nous avons cherché dans la réémergence du réformisme, puis sa crise, à « appuyer ce qui allait dans le bon sens ». Cette tendance a pénétré nos pratiques militantes sans que nous en ayons toujours conscience. Elle nous a orienté vers la recherche de victoires immédiates en

laissant de côté le combat révolutionnaire. Ces espoirs de victoires qui pouvaient être une douce illusion dans la phase ascendante du réformisme dans les années 70 sont devenues ensuite une tragique absence de perspective. Les avancées encore significatives de 1981, celles bien plus maigres de la « gauche plurielle » et celles quasi inexistantes du septennat de F. Hollande ont été payées cash par de nombreux et durs reculs, par une paupérisation massive des travailleurs. Loin d'encourager les travailleurs, ce processus les a démoralisés et divisés. Le capital à son stade impérialiste n'est pas prêt à céder quoi que ce soit, dès lors qu'il ne craint plus d'être renversé ni exproprié. L'abandon des principes marxistes ne conduit qu'à la défaite, à la confusion, à la guerre et au fascisme.

Dépasser le moment populiste

Cette orientation liquidatrice n'a pas été complètement résolue dans notre parti, malgré les changements importants apportés par les 38ème et 39ème congrès. L'autonomie du PCF a été réaffirmée. Mais il manque un projet historique et il est clair que l'on ne peut plus faire dépendre l'avenir de notre pays d'une victoire électorale de la gauche réformatrice. C'est l'enjeu du 40ème congrès.

Car le mouvement communiste en France (et dans d'autres pays) fait face à de nouvelles illusions. Le mitterrandisme a mué en populisme. La dissolution du projet révolutionnaire a trouvé une nouvelle chimère, un nouveau « mouvement réel » qui n'abolira pas le capitalisme, qui ne propose pas la prise de pouvoir par les travailleurs, mais qui se contente de promettre « une révolution citoyenne », sous la forme d'une sixième république qui « *corrigerait les défauts de la cinquième comme la cinquième a corrigé les défauts de la quatrième* » (Jean-Luc Mélenchon). Pas de construction du parti révolutionnaire, pas d'organisation du mouvement de masse, on se contente d'instrumentaliser les colères et les protestations au profit de l'électoratisme « insoumis ».

Pourtant, le capitalisme impérialiste montre chaque jour sa capacité à entraîner dans sa crise l'ensemble de la société, vers la résurgence de la guerre et du fascisme. Le mécontentement s'étend. La grande bourgeoisie l'a bien compris, et elle emploie tous les moyens en son pouvoir pour faire diversion, pour semer la confusion et la division, pour tenter de laisser penser encore et encore que la société capitaliste peut être réformée, améliorée, rendue « citoyenne », mais jamais « abolie ». Alors que notre pays s'enfonce dans la paupérisation et la prolétarisation, le programme et les tâches fixés par Marx et Engels, l'organisation d'un vaste parti révolutionnaire des prolétaires et communistes est le seul moyen de dépasser le moment populiste actuel.

Cela s'articule autour de deux axes majeurs :

- 1) le travail de masse construisant la mise en mouvement des couches les plus larges autour revendications immédiates. Ce travail, le populisme ne le réalise pas. Il divise, à des fins électoralistes et n'hésite pas à s'opposer même aux organisations syndicales. Pour lui, tout ce qui est hors de son contrôle est suspect.
- 2) Le développement et la mise en perspective du but révolutionnaire, seul capable de donner une perspective à la situation dramatique des masses, par un travail de théorie et de propagande approfondi et la critique pédagogique de tous les faux-semblants réformatrices et populistes.

C'est précisément parce que le propos et la perspective historique de notre parti a été renversée dans un sens idéaliste qu'il est indispensable au contraire de réaffirmer la perspective d'une transformation profonde et révolutionnaire de la société. Il s'agit de rouvrir la perspective concrète de l'abolition du réel, pour poursuivre avec ces mots de Marx de 1845. Non pas en attendant qu'il se fasse tout seul mais en se fixant pour tâche réelle et concrète d'organiser l'outil décisif du changement, le parti des « *millions de prolétaires et communistes qui (...) quand leur temps sera venu, (...) rétablissent, de manière pratique, par une révolution, l'harmonie entre leur « existence » et leur « essence* ». C'est notre tâche la plus importante.